

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON AU TITRE DU GUICHET PAYS SPÉCIFIQUE

AU

**CENTRE FOR ENVIRONMENTAL AND AGRICULTURAL POLICY RESEARCH,
EXTENSION AND DEVELOPMENT**

POUR LE

**PROGRAMME RELATIF AUX MOYENS DE SUBSISTANCE LOCAUX DANS LE
CENTRE-OUEST DU NÉPAL**

TABLE DES MATIÈRES

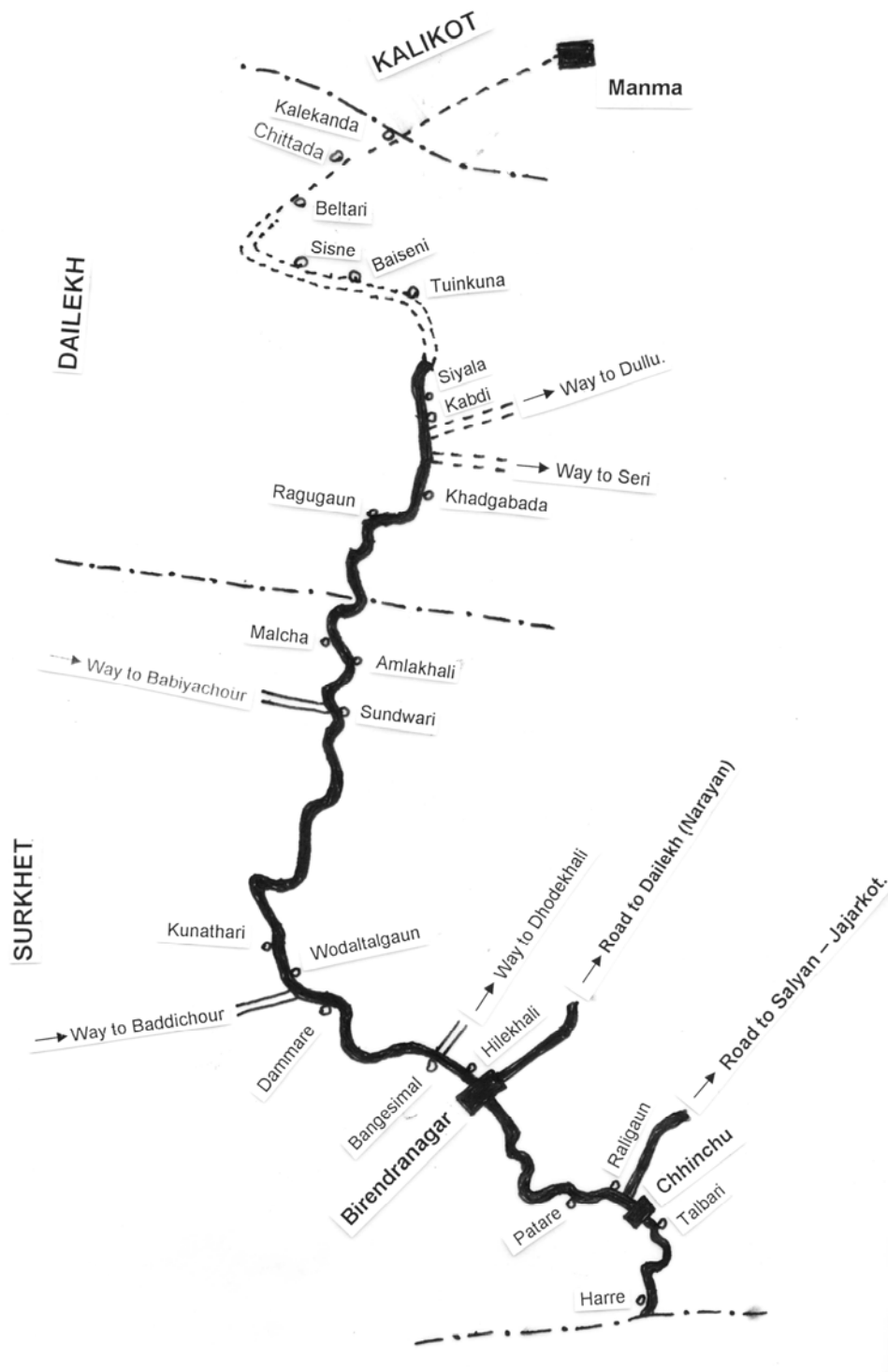
SIGLES ET ACRONYMES	II
CARTE 1 DES CORRIDORS VISÉS PAR LE PROGRAMME	III
CARTE 2 DES CORRIDORS VISÉS PAR LE PROGRAMME	IV
I. GÉNÉRALITÉS	1
II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA	2
III. LE PROGRAMME PROPOSÉ	2
IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS	3
V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION	3
VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	4
VII. RECOMMANDATION	4
APPENDICES	
I. LOGICAL FRAMEWORK	
II. DETAILED BUDGET	

SIGLES ET ACRONYMES

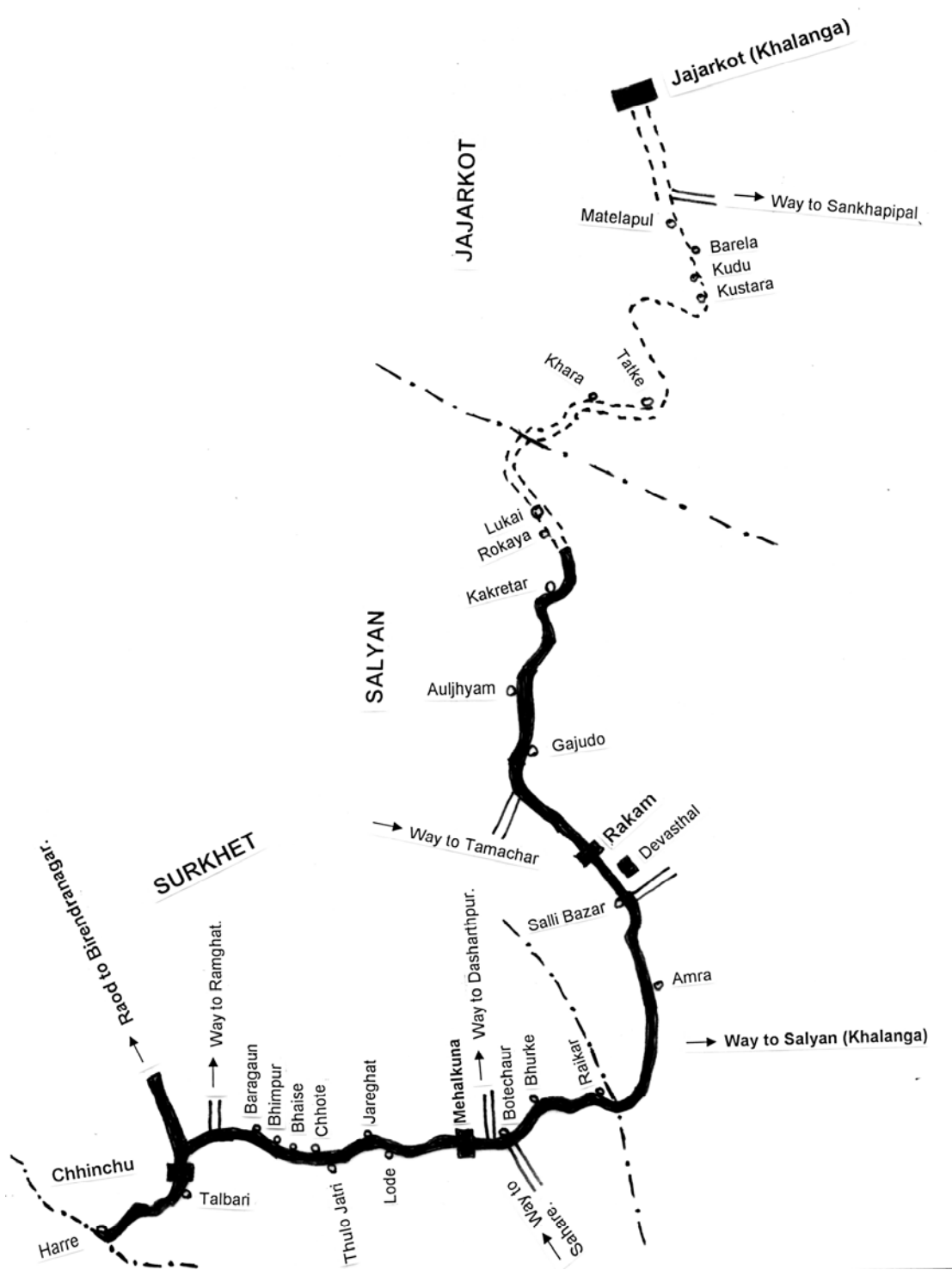
CEAPRED Centre for Environmental and Agricultural Policy Research,
Extension and Development

CARTE 1 DES CORRIDORS VISÉS PAR LE PROGRAMME

Route Surkhet–Jumla



CARTE 2 DES CORRIDORS VISÉS PAR LE PROGRAMME
Route Chhinchu (Surkhet)–Jajarkot



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE DON
AU TITRE DU GUICHET PAYS SPÉCIFIQUE AU
CENTRE FOR ENVIRONMENTAL AND AGRICULTURAL POLICY RESEARCH,
EXTENSION AND DEVELOPMENT
POUR LE
PROGRAMME RELATIF AUX MOYENS DE SUBSISTANCE LOCAUX DANS LE
CENTRE-OUEST DU NÉPAL**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don au Centre for Environmental and Agricultural Policy Research, Extension and Development (CEAPRED), d'un montant de 485 000 USD sur une période de trois ans, pour appuyer le Programme relatif aux moyens de subsistance locaux dans le centre-ouest du Népal.

I. GÉNÉRALITÉS

1. Le conflit qui a sévi au Népal a fait payer à la société un lourd tribut social, politique et économique, faisant plus de 12 000 victimes qui s'étaient, auparavant, retrouvées plusieurs fois déplacées ou sans abri. Les ménages dirigés par des femmes sont en augmentation tandis que, dans les villages ruraux, la main-d'œuvre (en particulier les jeunes) employable dans l'activité économique locale se contracte. La macro-infrastructure a en grande partie été détruite; la mobilité des personnes, des biens et des services a été entravée; l'investissement dans le secteur privé a été interrompu et le fonctionnement des industries et des entreprises a été perturbé. Le conflit a freiné les dépenses publiques de développement, l'accroissement des dépenses de sécurité s'étant fait au détriment de ces premières.

2. La question est la suivante: le développement doit-il attendre que soit trouvée et adoptée une solution politique au conflit? Cela revient à se demander s'il faut laisser les pauvres et les personnes vulnérables mourir de désespoir car le conflit, s'il touche l'ensemble de la population, affecte plus particulièrement ces personnes. L'espace de développement s'est, ces dernières années, certes contracté mais n'en a pas pour autant disparu. Le défi consiste à élaborer et à hiérarchiser un programme qui soit adapté à l'espace disponible et contribue à réduire durablement la pauvreté. Un tel programme doit: tenir compte de la réalité du conflit de façon à pouvoir fonctionner dans ce contexte (et, éventuellement, œuvrer à la résolution dudit conflit); favoriser et intégrer les pauvres de façon que ces derniers en profitent davantage; s'articuler autour des potentialités et des priorités locales de façon que l'on puisse pérenniser les résultats au niveau local; et viser à améliorer les moyens d'existence locaux de façon que l'on puisse employer la main-d'œuvre de manière productive au niveau local.

3. L'économie rurale du Népal est dominée par l'agriculture. La subsistance des ménages ruraux repose sur des activités en exploitation que complètent des activités salariées migratoires. Étant donné la faible taille des exploitations, le manque d'accès à l'information sur les débouchés et la philosophie de faible risque et de faible investissement appliquée par les agriculteurs, les céréales sont la culture la plus répandue. Pour aider les agriculteurs à sortir de ce cercle vicieux, il faut diversifier les sources de revenus et s'orienter vers des produits plus rentables. Dans cet esprit, le Dixième Plan/Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et la politique agricole mise en œuvre par le Gouvernement népalais proposent, pour réduire la pauvreté rurale, de développer l'agriculture commerciale le long de corridors routiers nord-sud.

II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA

4. La construction actuelle, dans la Région de développement du Centre-Ouest, des corridors Chhinchu-Jajarkot et Surkhet-Jumla est l'occasion de développer commercialement certains sous-secteurs. C'est dans ce contexte qu'est mis en œuvre le Programme relatif aux moyens de subsistance locaux dans le centre-ouest du Népal, qui contribuera à améliorer les moyens d'existence des familles pauvres qui vivent dans ces corridors. Le don proposé permettra de tirer des enseignements qui pourront être appliqués à grande échelle dans le cadre de projets en cours appuyés par le FIDA¹ et de créer des possibilités d'investissement au Népal. Il permettra également de tirer des enseignements utiles à la mise en œuvre de la stratégie de développement et de partenariat du FIDA pour le secteur privé².

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

5. Le programme proposé contribuera à améliorer durablement l'existence de 5 000 familles rurales pauvres dans cinq districts de la Région de développement du Centre-Ouest, à savoir Surkhet, Dailekh, Salyan, Jajarkot et Kalikot³. Il a pour objet de démontrer que la stratégie de développement par corridor nord-sud envisagée par le gouvernement dans le cadre de sa politique agricole contribuera à réduire la pauvreté. Les études réalisées aux fins de ce programme pilote fourniront des enseignements précieux pour le lancement d'activités similaires à grande échelle. La mise en œuvre du programme débutera dans les districts les plus proches de Surkhet, et les activités se concentreront sur des villages situés à distance raisonnable de la route. La zone du programme sera étendue à d'autres districts en fonction des résultats d'un examen indépendant qui sera réalisé après 18 mois de mise en œuvre. Les bénéficiaires seront des agriculteurs marginaux, des familles sans terre, des foyers dirigés par des femmes, des castes défavorisées (*dalit*) et d'autres communautés opprimées ainsi que des personnes déplacées. Dans sa phase actuelle, le programme durera trois ans. Sa mise en œuvre, qui tiendra compte de la situation de conflit, favorisera: i) les activités de petite infrastructure en tant que point d'entrée; ii) l'autonomisation économique des pauvres, des femmes et des groupes défavorisés; iii) l'initiative et l'appropriation locales de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi du programme; iv) le renforcement des moyens locaux dans l'optique d'un développement durable; et v) le recrutement de femmes comme agents de motivation et de mobilisation sociale.

6. Le programme proposé comprendra quatre volets étroitement liés: a) autonomisation économique; b) renforcement des capacités locales; c) petite infrastructure commerciale; et d) apprentissage, partage des connaissances et mise en œuvre à grande échelle. L'autonomisation économique facilitera le passage de ménages sélectionnés de méthodes de culture traditionnelles à des activités plus rentables telles que l'horticulture commerciale, l'élevage, la transformation et les activités hors exploitation. Le groupe cible sélectionnera des chaînes de valeur de produits de base qui seront promues sous réserve: i) de leur aptitude à accroître les revenus des ménages ciblés et à leur

¹ Le FIDA appuie actuellement au Népal trois projets de réduction de la pauvreté: le programme de foresterie à bail et d'élevage, le projet de réduction de la pauvreté dans les hautes terres de l'Ouest et le projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai. Les deux premiers sont en cours d'exécution tandis que le troisième est presque achevé. Les activités du programme proposé chevaucheront celles du deuxième projet (hautes terres de l'Ouest) dans le district de Kalikot, et celles du premier projet (foresterie) dans le district de Salyan. Le troisième projet (l'ouest du Terai) englobe également le district de Banke, qui sera relié au programme proposé par des canaux commerciaux. Dans les districts où les activités se chevaucheront, le programme proposé collaborera étroitement avec les projets existants et avec leurs groupes cibles.

² Document EB 2005/84/R.4/Rev.1.

³ Dans cette région, l'incidence de la pauvreté est de 45%, contre 31% dans l'ensemble du Népal et 35% dans le Népal rural. Bien qu'elle n'abrite que 12% de la population du Népal, cette région compte 18% de la population pauvre du pays. Son PIB par habitant, qui est de 988 USD (à parité de pouvoir d'achat) et son indice de développement humain, qui est de 0,402, sont respectivement les plus faibles du pays.

procurer des emplois; ii) de la demande et de l'aptitude du marché à absorber une production supplémentaire; iii) d'une participation élevée des ménages et des femmes pauvres; iv) de l'existence, de la part des ménages, d'une demande permettant de faire des économies d'échelle; et v) de l'existence de services d'appui. Les circuits de distribution reliant les poches de production situées le long des corridors routiers et les centres commerciaux seront renforcés.

7. Le développement des capacités locales renforcera les moyens d'action socioéconomique des communautés grâce à des plans de développement villageois, qui seront intégrés au plan de croissance économique des corridors nord-sud de chaque district. Ce plan recensera les débouchés et les produits correspondants, renforcera les liens entre les agriculteurs et les marchés, adaptera la production et les activités à la demande, et améliorera les compétences et la connaissance dans le domaine des marchés et les systèmes de production. Le programme favorisera la création d'une petite infrastructure directement liée à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits du groupe cible. L'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et la gestion des programmes d'infrastructure seront confiés à des groupes d'utilisateurs ou à des comités d'exécution villageois. Le programme donnera lieu à la réalisation d'études appliquées et encouragera l'apprentissage et le partage des connaissances par la mise en œuvre de rapports, d'ateliers, de publications, d'un groupe d'apprentissage, de visites d'exposition et d'autres activités de promotion. Les responsables politiques, les principaux donateurs et le FIDA seront tenus informés de ses échecs et de ses succès par un flux constant d'informations.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

8. Le programme proposé devrait produire un effet à quatre niveaux: a) ménages; b) communautés locales; c) district; et d) national. Au niveau des ménages, les familles ciblées bénéficieront de moyens sûrs et durables d'existence et d'une amélioration de leur sécurité alimentaire, de leur nutrition et de leur niveau de vie. Au niveau des communautés, des organismes d'exécution locaux seront créés et renforcés pour planifier et gérer le développement local. Au niveau des districts, des comités villageois opérant le long des corridors routiers élaboreront des plans fonctionnellement interdépendants et adopteront, pour chaque corridor, un programme commun de croissance économique. Au niveau national, enfin, le gouvernement et les donateurs auront acquis une expérience du développement de corridors et de la stratégie adoptée par le programme proposé. Il va de soi qu'introduire des structures de développement axées sur le marché est, quand on œuvre en milieu rural, une tâche formidable lorsque: le groupe cible produit principalement à des fins de subsistance; l'infrastructure commerciale est faible; et l'économie locale dépend fortement des cycles agricoles.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

9. Le CEAPRED assurera, orientera et supervisera la mise en œuvre du programme. Une unité centrale de gestion du programme dirigée par un coordinateur bénéficiant de l'appui de l'Organisation néerlandaise de développement (SNV) assurera la formation et coordonnera l'appui technique dont auront besoin les unités de gestion du programme mises en place dans chaque district. Ces unités seront dirigées par un administrateur et seront dotées d'un personnel technique (agronomes et ingénieurs) et autre limité. Elles auront pour principales fonctions de planifier et d'exécuter les activités du programme au niveau des districts; de recenser et de résoudre les problèmes d'exécution; de nouer des liens avec d'autres programmes de développement opérant dans les districts; de suivre et de superviser l'action des organismes d'exécution locaux et de leur fournir les formations et l'appui technique dont ils auront besoin pour accroître leur capacité institutionnelle. Ces organismes, appuyés par des assistants techniques locaux (un par comité de développement villageois), collaboreront avec des groupes d'utilisateurs pour: i) déterminer les produits ou les activités génératrices de revenus à adopter; ii) faciliter l'instauration de liens avec les marchés, les circuits de distribution et les agents économiques; et iii) créer et maintenir une petite infrastructure commerciale.

10. Au niveau de chaque district, deux ateliers semestriels et un atelier annuel d'examen et de planification seront organisés chaque année pour examiner les progrès accomplis dans le cadre du programme et planifier les activités à mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs. Des évaluations indépendantes seront réalisées au niveau national à mi-parcours et pendant la phase finale du programme. En fonction des résultats de l'examen à mi-parcours, le programme sera étendu à d'autres districts. Pour que l'exécution du programme s'effectue dans la transparence et soit gérable localement, des groupes d'audit publics indépendants composés de représentants de la société civile, des médias et d'autres entités jugées appropriées seront créés pour suivre, superviser et évaluer les activités du programme au niveau local. L'unité centrale de gestion du programme élaborera un plan de travail/budget annuel, qu'elle soumettra pour approbation au FIDA à la signature de l'accord de don et chaque année consécutive. Les décaissements s'effectueront à l'approbation de chaque plan de travail/budget annuel. Six mois avant la date de clôture du don, l'unité centrale de gestion établira un rapport d'achèvement du programme. Les rapports des audits indépendants seront remis au FIDA chaque année. L'exécution du programme sera supervisée par le Fonds. Les achats, la comptabilité et les décaissements s'effectueront conformément aux procédures convenues par le CEAPRED et le FIDA.

VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

11. Le budget total du programme de financement externe est estimé à 34,34 millions de roupies népalaises, soit environ 485 000 USD. Les fonds seront ventilés comme suit: 42% pour l'autonomisation économique, 15% pour le renforcement des capacités locales, 22% pour la petite infrastructure commerciale, et 12% pour l'apprentissage, le partage des connaissances et la mise en œuvre à grande échelle. Les 10% restants seront affectés à la gestion du programme par l'organisme d'exécution. Les fonds seront alloués à hauteur d'environ 23% la première année, 39% la deuxième année et 38% la troisième année. Pour des estimations détaillées, voir l'appendice II.

Activités	Année 1	Année 2	Année 3	Total (NPR)
a) AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE	3 166 000	6 121 200	5 165 485	14 452 685
Formation	295 000	700 000	460 000	1 455 000
Intrants et fournitures	2 341 000	4 621 200	4 705 485	11 667 685
Matériel	530 000	800 000	-	1 330 000
b) RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LOCALES	1 082 000	1 940 875	2 049 125	5 072 000
Formation	1 047 000	1 765 875	1 879 125	4 692 000
Intrants et fournitures	35 000	175 000	170 000	380 000
c) PETITE INFRASTRUCTURE COMMERCIALE	1 806 500	2 752 700	3 137 460	7 696 660
Intrants et fournitures	1 581 500	2 452 700	2 937 460	6 971 660
Matériel	225 000	300 000	200 000	725 000
d) APPRENTISSAGE, PARTAGE ET EXTENSION	1 165 000	1 372 300	1 463 665	4 000 965
Réunions/ateliers	255 000	270 000	270 000	795 000
Intrants et fournitures	910 000	1 102 300	1 193 665	3 205 965
TOTAL	7 219 500	12 187 075	11 815 735	31 222 310
Frais de gestion du programme (10%)	721 950	1 218 708	1 181 574	3 122 231
Coût total du programme (NPR)	7 941 450	13 405 783	12 997 309	34 344 541
Coût total du programme (USD)	111 851	188 814	183 061	483 726

VII. RECOMMANDATION

12. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer le Programme relatif aux moyens de subsistance locaux dans le centre-ouest du Népal, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas quatre cent quatre-vingt-cinq mille dollars des États-Unis (485 000 USD) sur une période de trois ans allant de 2006 à 2009, au Centre for Environmental and Agricultural Policy Research, Extension and Development (CEAPRED) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Lennart Båge
Le Président

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative	Measurement Indicators	Means of Verification	Risks and Assumptions	Risk Management
Goal				
North-south economic growth corridor development approach of the Government of the Kingdom of Nepal's National Agricultural Policy operationalised	<ul style="list-style-type: none"> Replication of similar development programmes in other North-south corridors of Nepal Alignment of related line ministries' development policies and programmes with the LLP approach 	<ul style="list-style-type: none"> Investment in similar development programmes by the Government and other donors, using a similar approach 	Government is fully aware of the programme activities and their impact on livelihood improvement for poor families at the local level	<ul style="list-style-type: none"> (i) National dissemination workshops organized annually (ii) Regional dissemination workshops organized biannually (iii) Official field visits to programme areas organized for planners and policymakers at least once yearly
Purpose				
North-south economic growth corridor development approach for poverty reduction implemented successfully	<ul style="list-style-type: none"> XX families with improvement in household assets, income and food security XX families with improvement in the status of women and children in the family XX families with improvement in social and other quality of life indicators Increase in the farm gate price of commodities promoted 	<ul style="list-style-type: none"> Programme completion report Annual progress reports Evaluation reports Household surveys Social/public audit report Monitoring and evaluation (M & E) reports 	<ul style="list-style-type: none"> (i) Programme activities would not be affected by existing conflict (ii) Internal situation in terms of peace and security does not deteriorate further (iii) Government line agencies support decentralized and flexible programme implementation modality at the local level 	<ul style="list-style-type: none"> (i) Adoption of conflict-sensitive approaches to implementation based on district-level peace and conflict impact assessment (PCIA) (ii) Adoption of a flexible implementation modality and contingency plan at the district level (iii) Memorandum of understanding between Government line ministry and IFAD signed indicating the roles and responsibilities of all stakeholders of the LLP programme

Narrative	Measurement indicators	Means of Verification	Risks and Assumptions	Risk Management
Outputs				
1. Economic empowerment	<ul style="list-style-type: none"> Volume of products produced and marketed Farm gate prices Market linkages among districts within the corridor and between the corridor (districts) and the terai/boarder town centres Synergies or complementarities of district economic growth corridor development plans Number of district partners programmes revised (or in the process of revision), ensuring synergies and complementarities between the development potentials and priorities of each individual district with other districts lying in the corridor <p>Number of cooperatives formed</p>	<ul style="list-style-type: none"> Semi annual and annual review and planning Monthly/quarterly progress reports M & E reports Community-based organization (CBO) reports Mid-term review and grant completion report Social/Public audit reports 	<p>(i) Training activities would not be hampered by conflict</p> <p>(ii) Target families interested to get formally registered as cooperatives</p> <p>(iii) Local bodies are willing and capable of integrating the corridor development plan in their respective DPPs</p>	<p>(i) Training package designed to consist of several short-duration (half-day or less), practical and on-site interactive courses administered at the level of small group</p> <p>(ii) Formation of cooperatives only after benefits from organized production and marketing are realized</p> <p>(iii) Provision of programme support towards capacity development of local bodies</p>
2. Strengthening local capacity	<ul style="list-style-type: none"> Number of local CBOs and user groups (UGs) actively engaged in Programme activities Number of CBOs and UGs with acceptable indicators of outreach and volume of business, and management Number of community members providing social mobilization, training and other technical services to the target families 	<ul style="list-style-type: none"> M & E reports Social/public audit group's reports Annual progress report Supervision reports CBO progress reports Media and other agencies' reports 	<p>(i) Appropriate and least disputed CBOs/UGs are selected (or developed) to implement the programme activities</p> <p>(ii) Social mobilization, training and capacity building activities would not be affected by conflict</p>	<p>Adoption of a set of clear, objective and transparent CBO selection criteria; and involvement of local social/public audit group in the CBO selection process</p>

Narrative	Measurement indicators	Means of Verification	Risks and Assumptions	Risk Management
Outputs				
3. Market-oriented small-scale infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> • Number of micro-irrigation schemes developed • Number of improved sheds for livestock (goats, piggery, dairy) constructed • Number of collection centers established, maintained by the villagers • Number of local markets/hatbazars developed, maintained by the villagers 	<ul style="list-style-type: none"> • Monthly/quarterly progress reports • M & E reports • CBO progress reports • Mission reports • Financial/audit reports 	Construction activities would not be hampered by conflict	
4. Programme learning, knowledge sharing and scaling up	<ul style="list-style-type: none"> • A viable set of ‘lessons’ or ‘practices’ documented for mainstreaming the corridor concept and assessing the impact of activities for learning and change • Implementation guidelines and policy feedback disseminated to all related stakeholders 	<ul style="list-style-type: none"> • Implementation guidelines • Project completion report • Annual progress reports • Independent Evaluation reports 	The programme is able to make a significant, visible and tangible impact towards improving local livelihoods of the target families	

Main Activities
<p>Output 1: Economic empowerment</p> <ul style="list-style-type: none"> • Preparation of a strategy for N-S economic growth corridor development based upon a coordinated effort among districts on a focused number of commodities. • Definition of a corridor information strategy and regular consolidation of district corridor development plans. • District level workshops to define how to integrate local initiatives into product development for markets, identifying channels for products, improving product linkages and support technical and financial services. • Development of a district economic growth corridor development plan. • Support to DPMUs towards reviewing and revising their respective district corridor development plans in a synergistic manner. • Planning and coordination of production and marketing activities for efficiency and economies of scale. • Organisation of regular “buyer-seller meet” to bring the producers and marketers on the same platform to exchange views and to develop strategies to harness their synergies for mutual good. • Establish linkages with market agents/entrepreneurs in the form of buy-back arrangements. • Establishment of a revolving fund within the DPMU for the landless, poorer households to finance the start or development of an income generating activity. • Federation of the cooperatives formed in a corridor (formally or informally, as appropriate) and brought into a single network according to respective supply value chains. • Establishment of a system that would help flow of information among the cooperatives along the corridor on various aspects of the programme (e.g., technology, market). • Development of content for radio programmes highlighting commodities, cultivation techniques, market demand and price information. • Training of farmers to respond to the market signals and quality needs. • Formation of savings and credit groups to provide savings opportunities and lending activities. • Consolidation, enlarging participation and institutionalization of the UGs as marketing (or commodity-specific) cooperatives along a number of supply and value chains and production pockets • Dissemination of market information by publishing market information bulletins on commodities that hold potential in the area, e.g. demand for such commodities, price information, cultivation practices, etc. • Scholarships provided to two students per VDC to pursue long-term vocational courses up to 24 months.
<p>Output 2: Local capacity strengthening</p> <ul style="list-style-type: none"> • Annual training needs assessment of the DPMU (for district level training needs). • Capacity building of the DPMUs in analysis of market information, planning and development of district economic growth corridor plans, and establishment of linkages with market actors. • Consolidation of village development plans within the district economic growth corridor development plans. • Conduct of monthly planning and review workshops at district level, to involve key LIO staff and market actors. • Provision of logistical support to the DPMU in the form of equipment, materials, and operating budget. • Identification of LIOs capable in PRA, resource assessment, participatory development planning, social mobilisation/participatory development approaches, and user group formation and operation.

- Annual training needs assessments (for UGs and LIO training needs).
- Retraining of LIOs in basic aspects of appreciative enquiry techniques, market based activity planning, management of local development initiatives, financial management, accounting and book keeping, construction management and techniques, and user group operations.
- Exposure visits and off-site training on production, processing and marketing of farm products, and micro-enterprise operation for the LIOs and the UGs.
- Widespread distribution of information in villages regarding: (i) project processes and activities; (ii) market opportunities and other income generating activities based on market potential, (iii) village entitlements for small scale market infrastructure and skills development; and (iv) district economic growth corridor development plans.
- Conduct of village-level PRAs. Appreciative enquiry would be carried out to identify priority infrastructure works and extension/production needs, on an annual basis. Needs assessments would be conducted separately for men and women.
- Preparation of simple village-level resource analyses and village development activity plans, updated annually, with the village PRAs.

Output 3: Market oriented small scale infrastructure

- Provision of logistical and operational support in order to strengthen the capacity of the DPMU in relation to preparation of feasibility studies and appraisal of final designs.
- Establishment of a Community Development Fund to be accessed by the DPMUs based on the district economic growth corridor development plan.
- Assessment of villages' infrastructure needs based on (i) linkage to the identified micro-enterprise/commodity to be promoted, (ii) coherence with the district economic growth corridor development plan, and (iii) number of target beneficiaries.
- Preparation of feasibility studies, design and cost estimates. Standardised designs appropriate for small-scale works used wherever possible in order to further simplify and reduce the cost of design. Design options are to maximise the use of unskilled labour in order to create local wage-labour opportunities.
- Training LIOs on simple accounting, construction techniques supervision and operation and maintenance (O&M) procedures would be carried out as soon as possible after scheme approval.
- Formation of village-based construction groups and organisation of user groups, together with appropriate training in management and simple accounting, construction techniques, and operation and maintenance of the village schemes.
- Implementation of schemes by either village-based construction groups or UGs under the supervision of the LIOs, with overall support from the DPMU.
- Monitoring O&M of the scheme.

Output 4: Programme learning, sharing and up-scaling

- Regular meetings of an Core Learning Group (including the Secretary, Ministry of Agriculture and Cooperatives (MOAC), representatives of related Government line ministries, key donors, representatives of DPMUs and the EA).
- Organization of regional and national workshops.
- Documentation of policy feedback and lessons learned from LLP.
- Dissemination of best practices at district, regional and national level through media and other means of mass communication.
- Video documentation of the process and impact at the local level.
- Monitoring and supervision reports by the CPMU outlining the status of implementation, constraints in implementation and project decisions required to address constraints.
- Exposure visits to programme areas for key officials at key stages of the programme implementation, and policy feedback at the national level.

a
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX II

DETAILED BUDGET

Component Activities	PY1	PY2	PY3	Total (NRs)
1 ECONOMIC EMPOWERMENT	3 166 000	6 121 200	5 165 485	14 452 685
<i>A. Training</i>				
- Nursery Management	30 000	50 000	25 000	105 000
- Seasonal/off-seasonal Vegetable Production	80 000	240 000	80 000	400 000
- Compost/Farm Yard Manure Preparation	30 000	50 000	45 000	125 000
- Integrated Pest Management	50 000	140 000	80 000	270 000
- Agro-forestry and NTFP production	50 000	90 000	85 000	225 000
- Goat raising	20 000	50 000	60 000	130 000
- Pig raising	20 000	50 000	60 000	130 000
- Poultry raising	15 000	30 000	25 000	70 000
<i>Subtotal</i>	<i>295 000</i>	<i>700 000</i>	<i>460 000</i>	<i>1 455 000</i>
<i>B. Inputs and Supplies</i>				
- Improved vegetable seeds, plastic sheets, polythene bags, saplings, sprayers, etc.	80 000	190 000	180 000	450 000
- Distribution of local she goats	70 000	190 000	190 000	450 000
- Distribution of local he goats	14 000	28 000	28 000	70 000
- Distribution of Poultry Birds	30 000	37 500	37 500	105 000
- Distribution of Piglets	55 000	210 000	160 000	425 000
- Vet Medicine Support (Deworming, Vaccinations, etc.)	15 000	30 000	30 000	75 000
- Support to NTFP Programme	25 000	40 000	35 000	100 000
- Farmer Field School	15 000	30 000	30 000	75 000
- Off-farm Inputs (Candle, incense making, etc.)	150 000	250 000	225 000	625 000
- LIO Allowances	416 000	1 105 000	1 160 250	2 681 250
- LTA Allowances	468 000	1 235 000	1 296 750	2 999 750
- Monitoring from Center Level	30 000	30 000	30 000	90 000
- DPMU Coordinator	175 000	240 000	285 000	700 000
- DPMU Staff	384 000	395 700	407 985	1 187 685
- Fuel and Lubricants	150 000	250 000	250 000	650 000
- Office Rent	96 000	150 000	150 000	396 000
- Stationeries	72 000	90 000	90 000	252 000
- Services (Phone, Fax, Electricity, Water Supply, etc.)	96 000	120 000	120 000	336 000
<i>Subtotal</i>	<i>2 341 000</i>	<i>4 621 200</i>	<i>4 705 485</i>	<i>11 667 685</i>
<i>C. Equipment</i>				
- Trekking Gear for Staff	50 000	80 000	-	130 000
- Establish Project and Unit Officer	60 000	90 000	-	150 000
- Computer Sets - 5	140 000	210 000	-	350 000
- Motor Cycle - 5	280 000	420 000	-	700 000
<i>Subtotal</i>	<i>530 000</i>	<i>800 000</i>	<i>-</i>	<i>1 330 000</i>
2 LOCAL CAPACITY STRENGTHENING	1 082 000	1 940 875	2 049 125	5 072 000
<i>A. Training</i>				
- Annual Review and Planning	10 000	25 000	25 000	60 000
- Cooperative Education	-	25 000	25 000	50 000
- Gender and Development	21 000	42 000	42 000	105 000
- Marketing Management	16 000	45 875	45 000	106 875
- Exposure Visit	140 000	140 000	140 000	420 000
- Saving and Credit	283 000	802 500	912 125	1 997 625
- Book keeping/lone Management	12 000	30 500	25 000	67 500

APPENDIX II

Component Activities	PY1	PY2	PY3	Total (NRs)
- Experience Sharing Workshop	150 000	175 000	175 000	500 000
- Training Materials	25 000	30 000	40 000	95 000
- Capacity build up of LIOs/LTAs	390 000	450 000	450 000	1 290 000
<i>Subtotal</i>	<i>1 047 000</i>	<i>1 765 875</i>	<i>1 879 125</i>	<i>4 692 000</i>
<i>B. Inputs and Supplies</i>				
- Logistic Supports (Ledger, Passbook, Crates, etc.)	-	65 000	60 000	125 000
- Support of Crates to Cooperative/CBOs	-	40 000	40 000	80 000
- Public Auditing	35 000	70 000	70 000	175 000
<i>Subtotal</i>	<i>35 000</i>	<i>175 000</i>	<i>170 000</i>	<i>380 000</i>
3 MARKET ORIENTED SMALL SCALE INFRASTRUCTURE	1 806 500	2 752 700	3 137 460	7 696 660
<i>A. Inputs and Supplies</i>				
- Micro Irrigation/Hybrid/Water Supply	500 000	850 000	920 000	2 270 000
- Cooperative/Collection Centres	230 500	400 000	500 125	1 130 625
- Support to Market Shed	150 000	310 000	400 000	860 000
- Local Market Centres	350 000	400 000	600 000	1 350 000
- Engineer	234 000	245 700	257 985	737 685
- Sub-overseer	117 000	247 000	259 350	623 350
<i>Subtotal</i>	<i>1 581 500</i>	<i>2 452 700</i>	<i>2 937 460</i>	<i>6 971 660</i>
<i>B. Equipment</i>				
- Survey Materials	25 000	-	-	25 000
- Off-farm production and processing equipments	200 000	300 000	200 000	700 000
<i>Subtotal</i>	<i>225 000</i>	<i>300 000</i>	<i>200 000</i>	<i>725 000</i>
4 PROGRAMME LEARNING, SHARING & UPSCALING	1 165 000	1 372 300	1 463 665	4 000 965
<i>A. Meeting/Workshop</i>				
- Workshop & Seminar	45 000	60 000	60 000	165 000
- Exposure visits	140 000	140 000	140 000	420 000
- Publications	70 000	70 000	70 000	210 000
<i>Subtotal</i>	<i>255 000</i>	<i>270 000</i>	<i>270 000</i>	<i>795 000</i>
<i>B. Inputs and Supplies</i>				
- Programme Coordinator Center based	520 000	546 000	573 300	1 639 300
- Admin./Fin. Officer	156 000	163 800	171 990	491 790
- Logistic Assistant	134 000	147 500	168 375	449 875
- Messenger/Helper	100 000	120 000	130 000	350 000
- Evaluation	-	125 000	150 000	275 000
<i>Subtotal</i>	<i>910 000</i>	<i>1 102 300</i>	<i>1 193 665</i>	<i>3 205 965</i>
TA to be provided by SNV				
TOTAL	7 219 500	12 187 075	11 815 735	31 222 310
Programme Management Cost (10%)	721 950	1 218 708	1 181 574	3 122 231
Total Programme Cost (NRs)	7 941 450	13 405 783	12 997 309	34 344 541
Total Programme Cost (USD)	111 851	188 814	183 061	483 726